

# ANNEXE 1

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### 1. OUVRAGES GENERAUX – GUIDES – AUTRES

- Association La Lumière & Oxfam America (Novembre 2004) : Rapport final de la MARP effectuée dans les zones aurifères du Sénégal.
- Association minière du Canada (Sept. 1998) : Manuel d'exploitation d'entretien et de surveillance des parcs à résidus miniers et des installations de gestion de l'eau. 49p.
- BERHAUT J. (1967) : Flore du Sénégal, Maisonneuve, France. 485p.
- BRGM/R (2004) : Document d'orientation sur les risques sanitaires liés aux carrières. Réflexions sur les composantes sources de dangers et transferts dans les études d'impact. Rapport final. Juillet.94p.
- BRGM/R (Janvier 2005) : Approche internationale en matière d'évaluation des risques sur les sites pollués. Le cas du Canada. Rapport final. 116p.
- Chauvel, A. (1967) : Carte pédologique du Sénégal Oriental à l'échelle du 1/200.000è ; Notice explicative des feuilles de Kédougou et de Kéniéba-Khossanto. ORSTOM Dakar, 1967.
- COLY Salimata (1996) : Les feux de Brousse dans la communauté rurale de Bandafassi : Dimension et impacts sur l'écosystème, UFR de lettre et Sciences humaines, section de géographie, Saint louis, 124p, annexes.
- Communauté Rurale de Khossanto (1999-2004) : Plan Local de Développement. PNUD / FENU.
- CSE (2001) : Portail d'information sur l'état de la terre, des ressources en eau et de la nutrition des plantes.
- CSE (novembre 2000) : Annuaire sur l'environnement et les ressources naturelles du Sénégal, première édition, 268p.
- Diallo, D.P. (1994) : Caractérisation d'une portion de croûte d'âge protérozoïque inférieur du craton ouest africain : cas de l'encaissant des granitoïdes dans le supergroupe de Mako (boutonnière de Kédougou) – Implications dynamiques.
- DIAME, Ahmed Etude pétrologique du granitoïde de Niéménike, super groupe de Mako, boutonnière de Kédougou-Kéniéba.
- FAO, CSE (2003) : L'Evaluation de la dégradation des terres au Sénégal ; Projet FAO Land degradation assessment (LADA). Avril 2003.
- FLD (1998) : Plan local de développement de la Communauté rurale de Khossanto 1999-2004 ; PNUD-FENU SEN/96/001-sen/96/C01.
- Francis ADIE, Anh GALat Luong et Gérard Galah : Les grands mammifères du NiokoloBadiar. Niokolo Badiar. Union Européenne. 96p.
- Géomine consult Sénégal : Visite de quelques zones d'orpaillage du Sénégal oriental (Kédougou) caractérisation des potentiels miniers pour le choix d'un site d'exploitation artisanale pour l'or, 14 – 21 novembre 2003.

- GERAD (2002) : Plan local de développement de la Communauté rurale de Khossanto ; PNIR 2002.
- GERAD/PNIR (2002) : Plan Local de Développement de la Communauté Rurale de Khossanto.
- Guide Foncier (Avril 2004) : Décentralisation et Gouvernance Locale, DGL FELO/ USAID.
- IDRC- CRDI (2001) : Cultiver la Paix. Conflits et collaboration dans la gestion des ressources naturelles.
- IGN (1971) : Carte de l'Afrique de l'ouest, feuille Dalafi 2ème édition.
- IGN (1971) : Carte de l'Afrique de l'ouest, feuille, Kédougou, 2ème édition.
- IIED - Mining, Minerals and Sustainable Development (Août 2001) : Etude sur les mines artisanales et les exploitations minières à petite échelle au Mali. 54p.
- J.P. Bassot (1969) : Aperçu sur les formations précambriennes et paléozoïques du Sénégal Oriental. Bull. Soc. Géol. Fr. Série 7, n°11 : 160 - 169.
- Jutino Vieira (2003) : Quatre Etats africains pour un même combat ; Dossier Polyrama 114, EPFL.
- Lamagat, J.P., Albergel, J., Bouchez, J.M. et Descroix, J.M. 1987. *Monographie hydrologique du fleuve Gambie*. ORSTOM.
- Maignien, R. (1965) : Carte pédologique du Sénégal au 1/1000000 ; Notice explicative ; ORSTOM.
- Ministère de l'hydraulique / SGPRE (1995) : Schéma directeur d'aménagement hydraulique de la zone "Sénégal Oriental" ; PNUD, 1995.
- NDIAYE P, THIAW : matérialisation physique participative des limites du PNNK, projet AGIR.
- NDONG J.B (1999) : Dynamique des milieux et des activités au Sénégal Oriental ; Volet 1, milieu naturel (étude climatique), Convention IRD/SODEFITEX/UCAD, Programme Sénégal Oriental Dakar, 109p, annexes.
- Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille et les autres industries extractives : guide pour l'évaluation du risque dans les exploitations à ciel ouvert. Réf. Doc. 1175-1-01-FR.
- ORSTOM/DPN (1990) : Grand dénombrement de la grande faune du Parc National du Niokolo Koba.
- Oxfam America, Fondation pour le Développement au Sahel avec la collaboration de Robert Moran, PHD (Février 2004) : Un héritage entaché : Analyse Sociale et environnementale de la mine d'or de Syama au Mali.
- Radoux, M (1994) : Qualité et traitement des eaux ; ISE / FUL ; 1994.
- République de Madagascar – Ministère de l'Energie et des Mines (Juillet 2000) : Directives pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet minier. 30p.
- République du Mali - Centre d'analyse et de formulation des politiques de développement - Programme des nations unies pour le développement (C.A.F.P.D.) (P.N.U.D.) (Novembre 2002)v: Eradication de la pauvreté et développement des moyens d'existence durable dans les communautés minières artisanales du mali. Rapport final. 56p.
- République du Sénégal / Ministère de l'économie et des finances / Direction de la Prévision et de la Statistique / Service Régional de la Prévision et de la Statistique de Tambacounda (Avril 2005) : Situation Economique Régionale de Tambacounda, Edition 2004.

- République Islamique de la Mauritanie /Ministère des Mines et de l'Industrie / Direction des Mines et de La Géologie (2003) : Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur Minier.
- Thiam, Y. (2004) : Caractérisation structurale des zones de cisaillement ductile de la partie centrale du supergroupe de Mako (Sénégal oriental) : leurs relations avec les minéralisations aurifères. Mémoire de fin d'études d'ingénieur géologue, IST/UCAD.
- UICN (2004) : Industries extractives dans les zones arides et semi arides. Planification et gestion de l'environnement. 91p.
- UNESCO (novembre 1972) : Convention concernant la Protection du patrimoine Mondial, Culturel et Naturel. Adoptée par la conférence générale à sa dix- septième session. Paris, 15p0.
- Vignikin K., Zanou B., Nguessan K (eds), Quesnel A. : Dynamique de peuplement des zones rurales libérées de l'onchocercose en Afrique de l'ouest. Synthèse des monographies nationales ; CICRED, FAO, 1999. Pp 17-26.
- [www.equateur-principles.com](http://www.equateur-principles.com) : A financial industry benchmark for determining, assessing and managing environmental and social risk in project financing.

## **2. TEXTES PERTINENTS RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT ET LA GRN**

### **2.1. CONVENTIONS INTERNATIONALES**

- La Convention internationale pour la protection des végétaux, amendée, adoptée à Rome le 6 décembre 1951 ratifiée en 1974 ;
- La Convention sur le criquet migrateur africain, adoptée à Kano le 25 novembre 1962 ratifiée en 1963 ;
- La Convention de l'OIT n° 120 sur l'hygiène dans le commerce et les bureaux ratifiée en 1966 ;
- La Convention phytosanitaire pour l'Afrique adoptée à Kinshasa le 13 septembre 1967, ratifiée le 26 mars 1972.
- La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, adoptée à Alger le 15 mars 1968 ratifiée en 1971 ;
- La Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine, amendée adoptée à Ramsar le 2 février 1971 ratifiée en 1977 ;
- La Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel adoptée à Paris le 16 novembre 1972 ;
- La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, adoptée à Washington le 3 mars 1973, (CITES) ratifiée le 3 novembre 1977.
- La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, adoptée à Bonn le 23 juin 1979.
- Convention sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, adoptée à Berne le 19 septembre 1979.
- La Charte de Développement sanitaire de la Région Afrique d'ici l'an 2000, adoptée à Maputo le 24 septembre 1979 ratifiée en 1987 ;
- La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone adoptée à Vienne le 22 mars 1985, ratifiée le 19 mars 1993.
- Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 16 septembre 1987, ratifié le 6 mai 1993.
- La convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, adoptée à Bâle le 22 mars 1989, ratifiée en 1992.
- La Convention sur les changements climatiques adoptée à Rio le 5 juin 1992; ratifiée en juin 1994.
- La Convention sur la diversité biologique adoptée à Rio le 5 juin 1992 ; ratifiée le 14 juin 1994.

- La Convention africaine sur l'interdiction de l'importation en Afrique de déchets dangereux sous toutes les formes et le contrôle transfrontière de pareils déchets produits en Afrique, adoptée à Bamako le 30 janvier 1991 ; ratifiée le 16 février 1994.
- La Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, signée à Paris, le 14 juin 1994, ratifiée en 1995.
- La Convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international, adoptée à Rotterdam, le 11 septembre 1998, ratifiée en 2000.
- L'Accord portant réglementation commune aux Etats membres du CILSS sur l'Homologation des pesticides, adoptée à Ndjaména (Tchad), le 16 décembre 1999, ratifiée en 2003.
- La Convention sur les polluants organiques persistants, adoptée à Stockholm (Suède), le 22 mai 2001, ratifiée en 2003.
- Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, signé à Montréal, ratifiée en 2003.
- Le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques du 29 janvier 2000 ; ratifié le 8 octobre 2003.
- La Convention pour la Sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel adoptée à Paris, le 17 octobre 2003, JO du 24 septembre 2005, p. 842.

## 2.2. TEXTES DE DROIT INTERNE

### LOIS

- Loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'Outre-mer, au Togo et au Cameroun certaines dispositions du Code de la Santé publique ; Loi n° 94-57 abrogeant et remplaçant l'article L. 511 du Code de la santé publique.
- Loi n° 63-40 du 10 juin 1963 réglementant la pêche dans les eaux continentales.
- Loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national.
- Loi n° 64-53 du 10 juillet 1964 modifiée portant organisation générale de la défense civile.
- Loi n° 65-32 du 19 mai 1965 relative à la police des ports maritimes.
- Loi n° 65-59 du 19 juillet 1965 relative à la production, au captage, au transport et à la distribution de l'eau et de l'énergie électrique, JO du 14 août 1965.
- Loi n° 66-48 du 27 mai 1966 relative au contrôle des produits alimentaires et à la répression des fraudes, JO du 25 juin 1966, p. 703.
- Loi n° 69-30 du 29 avril 1969 relative aux réquisitions de personnes, de biens et de services, JO du 10 mai 1969, p.573.
- Loi n° 70-02 du 27 janvier 1970 relative à la pêche aux engins traînants dans les eaux territoriales, JO du 14 février 1970, p. 162.
- Loi n° 70-23 du 6 juin 1970 portant organisation générale de la défense nationale modifiée, JO du 27 juin 1970, p.605.
- Loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes, JO du 20 février 1971, p. 159.
- Loi n° 72-52 du 12 juin 1972 fixant le taux maximum et déterminant les modalités d'assiette et de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, JO du 24 juin 1972, p. 1040.
- Loi n° 76-66 du 2 juin 1976 portant Code du domaine de l'Etat, JO du 20 juillet 1976, p. 147.
- Loi n° 76-67 du 2 juin 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique, JO du 20 juillet 1976, p. 118.
- Loi n° 77-38 du 10 avril 1977 interdisant l'utilisation du bois et du charbon de bois dans les boulangeries et pâtisseries, JO du 7 mai 1977, p. 483.
- Loi n° 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'Eau, JO du 11 avril 1981, p. 411.
- Loi n° 83-71 du 5 juillet 1983 portant Code de l'Hygiène, JO du 6 août 1983, p. 692.
- Loi n° 84-14 du 2 février 1984 relative au contrôle des spécialités agropharmaceutiques et des spécialités assimilées, JO du 25 février 1984, p. 112.
- Loi n° 86-04 du 24 janvier 1986 portant Code de la Chasse et de la protection de la faune, JO du 25 janvier 1986, p.39.
- Loi n° 86-15 du 14 avril portant fixation des taxes relatives à la prospection, la recherche et l'exploitation des mines et carrières, au contrôle des bijoux en or, des appareils à vapeur et à pression de gaz et des établissements classés, JO du 24 mai 1986.
- Loi n° 87-27 du 18 août 1987 portant Code de la pêche maritime, JO du 19 septembre 1987, p. 5180.
- Loi n° 88-05 du 20 juin 1988 portant Code de l'Urbanisme, JO du 16 juillet 1988, p. 419.

- Loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales, JO du 22 mai 1996, p. 195.
- Loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences, aux régions, communes et communautés rurales, JO du 22 mai 1996.
- Loi n° 98-03 du 8 janvier 1998 portant Code forestier, JO du 7 février 1998, p. 105.
- Loi n° 98-05 du 8 janvier 1998 portant Code pétrolier, JO du 21 février 1998, p. 121.
- Loi n° 98-32 du 14 avril 1998 portant Code de la pêche maritime, JO n° 5797, p. 253.
- Loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'environnement, JO du 10 mars 2001, p. 115.
- Loi n° 2002-22 du 16 août 2002 portant Code de la marine marchande, JO du 17 août 2002, p. 1489 (Livre VII –Police de la pollution, articles 576 à 604).
- Loi n° 2002-24 du 9 décembre 2002 portant loi sur l'amélioration génétique des espèces animales domestiques, JO du 4 janvier 2003, p. 1.
- Loi n° 2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier, JO du 28 février 2004, p. 339.
- Loi n° 2004-06 du 6 février 2004 portant Code des investissements, JO du 13 mars 2004, p. 461. (article 25).
- Loi n° 2004-16 du 4 juin 2004 portant loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, JO du 14 août 2004, p. 1266.
- Loi n° 2004-17 du 15 juin 2004 abrogeant et remplaçant les dispositions de la loi n° 2001-02 du 15 janvier 2001 relative à la protection contre le rayonnement ionisant, JO du 21 août 2004, p. 1300.
- Loi n° 2004-19 du 21 juillet 2004 déclarant non aedificanti la rive droite de la Somone jusqu'au village de Guéréo, JO du 11 septembre 2004, p. 1400.
- Loi n° 2005-01 du 11 janvier 2005 relative aux colorations des murs et des façades des immeubles implantés le long des voies publiques, JO du 5 février 2005, p. 117.
- Loi n° 2005-09 du 22 juillet 2005 portant création, édification et organisation de la Nouvelle Ville, JO du 27 août 2005, p. 761.

#### ☞ **DECRETS**

- *Arrêté n° 6009 S.E promulguant en Afrique Occidentale le décret du 4 août 1954 portant transformation en parcs nationaux de 3 réserves totales de faune ; Décret n° 65-684 du 13 octobre 1965 portant agrandissement du Parc national Niokolo Koba ; Décret n° 67-1056 du 1<sup>er</sup> septembre 1967 relatif à l'organisation du parc national Niokolo Koba ; Décret n° 67-1213 du 10-11-1967 fixant les tarifs des permis de visite du Parc National du Niokolo Koba ; Décret n° 69-1028 du 18 août 1969 ; Arrêté interministériel n° 17986 PR-SG-MIT affectant les campements de Bady et de Niore situés dans le Parc du Niokolo Koba à la Direction du Tourisme ; Arrêté interministériel n° 16689 du 13 novembre 1967 portant règlement intérieur du P.N.N.K ; Décret n° 68-551 du 14 mai 1968 portant agrandissement du P.N.N.K ; Décret n° 69-1028 du 18 septembre 1969 modifiant le décret précédent ; Décret n° 70-229 bis du 25 février 1970 instituant un permis d'entrée dans le Parc National du Niokolo-Koba pour les véhicules automobiles ; Décret n° 2002-271 du 7 mars 2002 portant actualisation des limites du parc national du Niokolo Koba (PNNK) et de sa périphérie.*
- Décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 relative au domaine national du 17 juin 1964.
- Décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972 modifié relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national situées en zone des terroirs.
- Décret n° 73-746 du 8 août 1973 portant application de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant le régime des monuments historiques et celui des fouilles et découvertes.
- Décret n° 78-506 du 15 juin 1978 abrogeant et remplaçant l'article premier du décret n° 72-1170 du 29 septembre 1972 portant création de la Zone d'intérêt cynégétique de la Falémé.
- Décret n° 80-268 du 10 mars 1980 portant organisation des parcours du bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages, JO du 12 avril 1980, p. 443.
- Décret n° 81-1103 du 18 novembre 1981 modifié (décret n° 88-1914 du 27 janvier 1988 et décret n° 92-172 du 24 janvier 1992) portant création du Conseil supérieur de la Chasse et de la Protection de la Faune.
- Décret n° 86-68 du 22 janvier 1986 portant création du Comité national de Lutte contre le braconnage.
- Décret n° 86-844 du 14 janvier 1986 portant Code de la Chasse et de la Protection de la Faune (Partie réglementaire).

- Décret n° 87-1044 du 18 août 1987 fixant la liste des animaux protégés.
- Décret n° 90-888 du 9 août 1990 modifiant et remplaçant les dispositions des articles 2 et 14 du décret n° 89-1329 du 7 novembre 1989 fixant l'organisation et les règles de fonctionnement des services de médecine du travail
- Décret n° 93-885 du 4 août 1993 portant création d'un Conseil supérieur des ressources naturelles et de l'Environnement.
- Décret n° 94-244 du 7 mars 1994 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités d'hygiène et de sécurité du travail
- Décret n° 94-244 du 7 mars 1994 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des Comités d'Hygiène et de sécurité du travail.
- Décret n° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'environnement et de gestion de ressources naturelles.
- Décret n° 98-164 du 20 février 1998 portant application du Code forestier, JO du 7 février 1998.
- Décret n° 98-555 du 25 juin 1998 portant application des dispositions du Code de l'Eau relatives aux autorisations de construction et d'utilisation d'ouvrages de captage et de rejet.
- Décret n° 98-556 du 25 juin 1998 portant application des dispositions du Code de l'Eau relatives à la police de l'Eau.
- Décret n° 98-557 du 25 juin 1998 portant création du Conseil supérieur de l'Eau.
- Décret n° 99-158 du 22 février 1999 abrogeant et remplaçant le décret n° 93-1289 du 17 novembre 1993 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions de la Commission supérieure de la Protection civile.
- Décret n° 99-172 du 4 mars 1999 portant adoption du Plan national d'organisation des secours en cas de catastrophe.
- Décret n° 2000-73 du 31 janvier 2000 portant réglementation de la consommation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.
- Décret n° 2000-804 du 12 octobre 2000 portant création de l'Agence de promotion du Réseau hydrographique national.
- Décret n° 2001-217 du 13 mars 2001 portant révision de l'article 3 du décret n° 96-572 du 9 juillet 1996 fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.
- Décret n° 2001-282 du 12 avril 2001 portant Code de l'Environnement (partie réglementaire).
- Décret n° 2002-1094 du 4 novembre 2002 abrogeant et remplaçant le décret n° 62-0258 du 5 juillet 1962 relatif à la police sanitaire des animaux, JO du 26 avril 2003, p. 423.
- Décret n° 2002-1114 du 14 novembre 2002 relatif aux attributions du Ministre de l'Environnement et de la protection de la nature.
- Décret n° 2003-638 du 21 juillet 2003 abrogeant et remplaçant le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 portant application de la norme NS 03 036 août 1994.
- Décret n° 2004-647 du 17 mai 2004 fixant les modalités d'application de la loi n° 2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier.
- Loi n° 97-17 du 1er décembre 1997, portant Code du Travail
- Décret n° 89-1329 du 7 novembre 1989 fixant l'organisation et les règles de fonctionnement des services de médecine du travail

## ☞ **ARRETES**

- Arrêté n° 1438 en date du 30 octobre 1966 rendant obligatoire la protection des semences et denrées alimentaires stockées, JO du 3 octobre 1967, p. 1359.
- Arrêté ministériel n° 12 546/MDRH en date du 7 novembre 1974 portant réglementation de la pêche aux filets traînants dans les eaux intérieures des régions du Fleuve, de Louga et du Sénégal Oriental.
- Arrêté n° 001764 MDR-MRH en date du 7 février 1989 portant création et organisation du Comité national d'amélioration génétique.
- Arrêté n° 1266 du 28 février 1994 fixant la liste des établissements et organismes ou des travailleurs exerçant des activités professionnelles les exposant à des risques de contamination, JO du 21 mai 1994, p. 245.
- Arrêté ministériel n° 3820-MEPN en date du 24 mai 1994 portant création, organisation et fonctionnement du Secrétariat permanent du Conseil supérieur des Ressources naturelles et de l'Environnement (CONSERE), JO du 9 juillet 1994, p. 303.

- Arrêté n°005161 du 26 mai 1995 portant création de la Commission nationale de développement durable, JO du 22 juillet 1995, p. 315.
- Arrêté n° 1986 MH du 19 mars 1997 portant création de la cellule de suivi des impacts environnementaux du projet sectoriel Eau
- Arrêté ministériel n° 9060 en date du 14 décembre 1998 portant création et fonctionnement du Comité technique de l'Eau
- Arrêté ministériel n° 4386 MINT-DPC en date du 22 juin 1999 fixant les modalités de déclenchement, de mise en œuvre et de levée du plan national d'organisation des secours en cas de catastrophe (PLAN ORSEC)
- Arrêté ministériel n° 4387 MINT-DPC en date du 22 juin 1999 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10507 MINT-DPC du 16 décembre 1993 créant le Comité de gestion des moyens du plan (PLAN ORSEC)
- Arrêté ministériel n° 4388 MINT-DPC en date du 22 juin 1999 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10502 MINT-DPC en date du 16 décembre 1993 créant la Cellule « informations relations publiques » du Plan national ORSEC
- Arrêté ministériel n° 4389 MINT-DPC abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10503 MINT-DPC en date du 16 décembre 1993 créant la cellule « Liaisons Transmissions » du Plan national ORSEC.
- Arrêté ministériel n° 4390 MINT-DPC en date du 22 juin 1999 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10506 MINT-DPC en date du 16 décembre 1993 créant le groupe « Secours et Sauvegarde » du Plan national ORSEC
- Arrêté ministériel n° 4391 MINT-DPC abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10502 MINT-DPC en date du 16 décembre 1993 créant le groupe « Santé et entraide » du Plan national ORSEC
- Arrêté ministériel n° 4392 MINT-DPC abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10504 MINT-DPC en date du 16 décembre 1993 créant le groupe « Police, Circulation, Renseignements » du Plan national ORSEC
- Arrêté ministériel n° 4393 MINT-DPC abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 10505 MINT-DPC en date du 16 décembre 1993 créant le groupe « Transports et Travaux » du Plan national ORSEC.
- Arrêté ministériel n° 9173 MEPN du 28 décembre 1999 portant réglementation du commerce international des espèces de faune et de flore sauvages
- Arrêté interministériel MEPN/MEM en date du 8 novembre 2001 réglementant la consommation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone
- Arrêté n°9468 MJEHP-DEEC du 28 novembre 2001 portant réglementation de la participation du public à l'étude d'impact environnemental
- Arrêté n°9469 MJEHP-DEEC du 28 novembre 2001 portant organisation et fonctionnement du comité technique.
- Arrêté n°9470 MJEHP-DEEC du 28 novembre 2001 fixant les conditions de délivrance de l'agrément pour l'exercice des activités relatives aux études d'impact sur l'environnement
- Arrêté n°9471 MJEHP-DEEC du 28 novembre 2001 portant contenu des termes de référence des études d'impact
- Arrêté n°9472 MJEHP-DEEC du 28 novembre 2001 portant contenu du rapport de l'étude d'impact environnemental
- Arrêté ministériel n° 852 MJEHP du 8 février 2002 portant création de la commission nationale de gestion des produits chimiques
- Arrêté ministériel n° 1318 MJEHP-DEEC-DEC en date du 7 mars 2002 réglementant l'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures rangés dans la 2<sup>ème</sup> classe des installations dangereuses, insalubres ou incommodes, JO du 27 juillet 2002, p. 1419.
- Arrêté interministériel n° 1555 en date du 15 mars 2002 fixant les conditions d'application de la norme NS O5-061 sur les rejets des eaux usées, JO du 3 août 2002, p. 1438.
- Arrêté ministériel n° 2959 du 6 mai 2002 M.A.E. portant création et organisation du programme de gestion intégrée des Eaux et des sols pour la promotion de systèmes productifs durables (P.G.I.E.S.), JO du 5 octobre 2002, p. 1758.
- Arrêté ministériel n° 71 du 8 janvier 2003 portant application des dispositions du décret n° 98-555 du 25 juin 1998 relatives aux autorisations d'installation d'ouvrages de déversements, d'écoulement ou de rejet
- Arrêté ministériel n° 417 MEPN-PGIES du 28 janvier 2003 portant création d'un Comité technique national du projet biodiversité marine et côtière
- Arrêté ministériel n° 1220 MEPN-DEFC du 7 mars 2003 portant création d'un Comité national changements climatiques

- Arrêté ministériel n° 4836 MMEH en date du 17 juillet 2003 portant application des dispositions du décret n° 98-555 du 25 juin 1998 relatives aux autorisations de construction et d'utilisation d'ouvrages de captage.
- Arrêté ministériel n° 325 MEA-DPN du 26 janvier 2004 modifiant et remplaçant l'arrêté n° 6021 du 11 septembre 2002 portant création du Comité national sur la Biodiversité
- Arrêté ministériel n° 3371 en date du 23 mars 2004 portant création du Comité de suivi du Plan d'Actions de Gestion intégrée des Ressources en Eau et de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement
- Arrêté interministériel n° 10354 MPPHA-MEPN en date du 22 novembre 2004 portant création d'un Comité de pilotage des études de dépollution industrielle dans la baie de Hann
- Arrêté ministériel n° 3110 en date du 24 juin 2005 portant organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de la composante « gestion durable des pêcheries du Programme de gestion intégrée des Ressources marines et côtières (GIRMAC) »

☞ **CIRCULAIRE**

- Circulaire Primatoriale n° 9 du 30 juillet 2001 sur l'application des dispositions du Code de l'environnement relatives aux études d'impact environnemental.